FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE

Donner toute sa force au 26 mars

- **Comment expliquer une augmentation de 42 %** des produits frais sur les deux dernières années et constater une baisse de 10 % du revenu des agriculteurs ?
- **Comment expliquer en 2023 une augmentation de 13 %** des profits versés aux actionnaires et constater une croissance d'à peine 1 % ?
- **Comment expliquer une inflation de 17 %** depuis 2017 et constater sur la même période une augmentation des pensions de 7.9 % ?
- **Comment expliquer 10 milliards d'euros supplémentaires « d'économies »** et constater la suppression de 10 milliards d'euros d'impôts dits de production auprès des entreprises ?

Tout simplement, en constatant que ce sont celles et ceux qui travaillent ou qui ont travaillé qui paient la note. Ce pouvoir poursuit depuis des années la même politique.

Ça suffit !

Pour alimenter la caisse des actionnaires, le gouvernement remet en cause toutes les garanties sociales :

- Salaires et pensions sous les seuils de l'inflation, donc perte de pouvoir d'achat, précarité en hausse et désespérance.
- Accès à la santé et aux soins limités par une dégradation constante et programmée (Loi de Finances de la Sécurité Sociale) de l'hôpital public
- Effacement des services publics et abandon de fait de pans entiers du territoire.
- Hausse de 10 % des complémentaires santé
- Remise cause des droits sociaux dérivés pour la retraite, notamment de la pension de reversion
- Abandon du projet de loi sur le vieillissement

Pour ne pas taxer les plus hauts revenus, il agit sur la fiscalité indirecte, la plus inégalitaire par :

- la hausse continue du prix de l'énergie : + 10 % sur l'électricité en février, augmentation de 100 % du prix de l'électricité et du gaz depuis 2008.
- le doublement de la taxe intérieure sur l'électricité et le gaz
- le doublement des franchises médicales sur les consultations et les médicaments

Aujourd'hui ce pouvoir tient en partie par sa capacité à masquer les questions sociales, par nier l'explosion des inégalités.
Il oppose actifs et rétraités, mais c'est le même combat.

Nous exigeons une revalorisation immédiate de 10 % de nos pensions.
Nous exigeons un rattrapage de l'équivalent de 3 mois de pension depuis 2017.
Le 26 mars, brisons le mur du silence.
Le 26 mars, mieux que le 24 octobre, nombreux et déterminés